WOMEN'S SHELTERS CANADA | HÉBERGEMENT FEMMES CANADA

130 rue Albert Street, Suite 300
Ottawa, ON, K1P 5G4
613-680-5119 • info@endvaw.ca

ENDVAW.CA

novembre 2026

Sur le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe (VFS) :

Déclaration d'une coalition d'organisations sur la VFG

Nous avons accueilli avec enthousiasme l'annonce, en juillet 2026, d'un financement de 607,4 millions de dollars pour poursuivre le Plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le sexe (PAN). Le secteur de la violence fondée sur le genre (VFG) milite depuis longtemps en faveur du maintien tant du financement que du Plan, et nous nous réjouissons non seulement de cette annonce, mais aussi de l'augmentation du financement par rapport à la première phase de mise en œuvre du PAN. Cela témoigne à la fois de l'engagement du gouvernement fédéral à lutter contre la VFG et du pouvoir de l'action collective.

Le PAN, annoncé en novembre 2022 après plus d'une décennie de mobilisation d'organisations luttant contre VFG partout au pays respectait un engagement international visant à mettre en place un tel plan. Fruit d'un travail de sensibilisation soutenu et de l'expertise de survivantes, d'organismes de première ligne, de leaders autochtones et de militantes, ce plan visait à garantir que chaque survivante au Canada bénéficie du soutien et des services nécessaires pour se remettre pleinement du traumatisme lié à la VFG. Le cadre actuel a été négocié et mis en place par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. La mise en œuvre et l'affectation des fonds au cours de sa première phase ont permis de mieux faire connaître la VFG au Canada. Les discussions et la sensibilisation à la VFG se sont intensifiées, notamment dans les médias. Le PAN a également mis en place de nouvelles sources de financement, permettant d'assurer un soutien continu et de voir naître plusieurs nouvelles initiatives.

Nous sommes optimistes et rassurées par l'annonce de nouveaux investissements dans le PAN, qui s'appuient sur les succès de la première phase de mise en œuvre. Au cours de cette phase, tant le gouvernement fédéral que les provinces et les territoires ont investi dans la reconnaissance et la lutte contre le féminicide, la VFG facilitée par la technologie, l'exploitation financière, les lésions cérébrales traumatiques et le contrôle coercitif. Compte tenu du travail qui reste à accomplir, de la hausse des taux de féminicides, de l'allongement des listes d'attente pour accéder aux services, de la surcapacité des maisons d'hébergement (MH) et de l'utilisation abusive des nouvelles technologies par les auteurs de violence, il est possible de lutter davantage contre la VFG selon les modalités exposées ci-dessous.

1. **Nous demandons au gouvernement du Canada de faire preuve d'une redevabilité et d'une transparence totales au cours des cinq prochaines années du PAN.**

La première phase du PAN a souffert d'un manque général de transparence et de redevabilité. Les accords bilatéraux dans leur intégralité n'ont jamais été rendus publics, et la liste annuelle des mesures (annexe B) ainsi que le budget de partage des coûts (annexe C) ne sont disponibles que pour les deux premières années et n'ont pas été publiés en temps opportun. À ce jour, les annexes B et C n'ont pas encore été publiées pour les exercices 2025-2026 et 2026-2027 dans les provinces et les territoires, ni pour l'exercice 2024-2025 en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador. De plus, comme l'Alberta et le Québec ont des exigences particulières en matière de reddition de comptes, il est impossible d'obtenir des détails sur leurs actions ou sur le partage des coûts.

1.1 Nous demandons que les rapports annuels soient produits de façon régulière, en temps opportun et selon un calendrier prévisible, et que les échéances de présentation soient respectées.

Le manque de transparence quant à la manière dont les fonds sont alloués et les actions qu'ils soutiennent rend difficile l'évaluation des progrès réalisés dans le cadre du PAN. Bien qu'il existe une description générale de la répartition des fonds, les rapports annuels doivent être produits en temps opportun et contenir des renseignements détaillés. Par exemple, certaines sections mentionnent le nombre de ressources, mais ne précisent pas le type de ressource, comment elles sont utilisées ni qui y a accès. Une plus grande responsabilisation, grâce à la diffusion de la liste des affectations annuelles, la production en temps opportun des rapports annuels et le respect des échéances de présentation de ces rapports, permettra d'impliquer plus efficacement la société civile dans des actions visant à reproduire les réussites et combler les lacunes. Le PAN sur la VFG constitue une occasion exceptionnelle de brosser un portrait pancanadien des efforts déployés pour mettre fin à la VFG et de trouver des solutions novatrices susceptibles d'être adaptées et reproduites à plus grande échelle.

1.2 Nous demandons la création d'un poste de commissaire à la VFG ayant des pouvoirs similaires à ceux d'un ombudsman.

Une commissaire chargée de la VFG permettrait non seulement d'assurer une meilleure surveillance du PAN, mais aussi du domaine de la VFG dans son ensemble, y compris en veillant au respect par le Canada de ses accords internationaux comme la CEDEF. La mise en place d'un tel bureau permettrait également de renforcer la collaboration avec le secteur à l'échelle nationale.

1.3 Nous avons besoin de cadres de redevabilité améliorés afin de comprendre comment sont agrégées les données provenant des provinces concernant les fonds investis.

Même si nous comprenons que ces données ne peuvent pas être ventilées à certains égards afin de protéger la confidentialité des renseignements, il serait utile de les ventiler par pilier, par type d'investissement et par actions individuelles, soit à l'échelle nationale, soit par province ou territoire. Afin d'assurer un suivi en temps réel des investissements, il

conviendrait désormais de communiquer les dépenses pour chaque action prévue dans les ententes, pilier par pilier, ainsi que de diffuser plus rapidement des informations telles que des rapports et des plans d'action, sans oublier les ententes bilatérales signées. Les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient indiquer les capacités de prestation directe de services qui ont été créées ou maintenues, notamment le nombre et le type de postes de première ligne et de services financés, leur portée géographique, ainsi que les améliorations apportées en matière d'accès et de temps d'attente.

2. **Nous réclamons un financement pluriannuel plus prévisible, incluant les frais administratifs, qui permette de combler d'importantes lacunes en matière de services, notamment en garantissant que les organisations pour les victimes d'agression sexuelle ne soient plus exclues.**

Alors que les prestataires de services font face à une demande accrue, nous avons besoin d'un financement stable pour maintenir les services de soutien essentiels. Cela permettrait aux prestataires de se concentrer sur leur mission plutôt que sur le stress opérationnel que ces modalités font peser sur le personnel. L'augmentation des ressources allouées au secteur de la VFG au Canada est une mesure positive, mais nous nous inquiétons du protocole de financement axé sur des projets décrit à l'annexe B. Ces stratégies de financement par projet limitent les capacités de plusieurs façons: en restreignant la réactivité organisationnelle face à des besoins émergents ou urgents; en imposant un fardeau administratif plus lourd aux organismes; et en engendrant de la précarité chez le personnel en l'absence de perspective à long terme pour un financement fiable et durable. Dans toutes les régions, nous exigeons une cohérence dans le financement conforme aux priorités nationales, notamment un soutien explicite aux centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle; l'accès aux services dans les régions rurales, éloignées et nordiques; ainsi qu'un soutien aux organismes dirigés par des Autochtones et aux autres organismes gérés par et pour leurs membres.

2.1 Nous préconisons la mise en place de modèles de financement pluriannuels et globaux pour les prestataires de services liés à la VFG, incluant la prise en charge des frais administratifs.

2.2 Nous demandons qu'une source de financement soit expressément désignée pour les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle.

3. **Nous demandons un engagement sincère et une consultation auprès des survivantes et des organismes de lutte contre la VFG.**

Le fait de collaborer avec les prestataires de services les plus proches des survivantes – qu'il s'agisse de MH, de centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, de services communautaires ou d'organismes de lutte contre la VFG – permet à tous les paliers de gouvernement d'obtenir des renseignements concrets et opportuns sur les besoins les plus pressants, ainsi que sur les réussites à ce jour. Toutefois, la participation au sein des provinces et des territoires a été très inégale. Alors que certaines régions, comme l'Île-du-Prince-Édouard, ont mis sur pied des groupes consultatifs gouvernementaux et activement

sollicité l'avis des organisations, une grande partie du secteur n'a pas été suffisamment consultée. De même, à l'échelle nationale, les organismes ont rarement été réunis dans le but de leur transmettre de l'information et n'ont pas pu participer de manière significative ni formuler des commentaires. Il s'agit là d'une autre occasion manquée de mettre en place un plan véritablement intégré de lutte contre la VFG, englobant l'ensemble des services.

La création d'un rôle officiel pour les organismes de première ligne luttant contre la VFG dans la mise en œuvre et la prise de décision — notamment en matière d'établissement des priorités, de conception du financement, de suivi et d'évaluation — contribuerait à garantir que le secteur dispose de l'expertise nécessaire avant que les décisions ne soient prises.

Nous avons besoin de consultations planifiées et à grande échelle avec la société civile, visant à recueillir à la fois des idées concrètes et des commentaires pertinents. Il est essentiel de disposer d'un calendrier annuel précisant ce qui sera demandé aux organisations et à quel moment, aligné sur les piliers du plan. Nous devons élaborer ensemble un plan précis sur la manière dont nos consultations et nos suggestions seront prises en compte par le gouvernement. L'engagement doit être connecté à des actions concrètes, afin que le secteur puisse voir ses recommandations mises en œuvre par le gouvernement. C'est un moyen efficace de suivre l'évolution systémique.

3.1 Nous demandons la publication d'un calendrier annuel de consultation, élaboré conjointement avec les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la VFG, qui précise ce qui sera demandé au secteur et à quel moment, en s'alignant clairement sur les piliers du Plan d'action national.

3.2 Nous préconisons la mise en place d'une boucle de rétroaction formelle reliant la consultation à l'action. Un tel mécanisme permettrait de montrer clairement comment le gouvernement tient compte des recommandations du secteur.

4. Nous demandons que l'on accorde davantage d'importance aux occasions nationales d'aborder la VFG.

Au départ, le PAN a été salué comme un effort collectif, réunissant toute la population animée par la volonté de vivre dans un Canada exempt de VFG. Il s'agit d'une vision et d'une responsabilité communes. Pourtant, le plan canadien demeure fragmenté. La signature d'accords bilatéraux et la répartition de la quasi-totalité des fonds aux régions limitent considérablement la capacité à mettre en œuvre des projets nationaux. Il existe des exemples de projets en cours dans les provinces et territoires qui pourraient utilement s'appliquer à l'échelle nationale; pourtant, nous continuons de morceler les fonds et, par conséquent, l'impact potentiel du PAN.

Malgré des différences entre les provinces et les territoires, on observe des points communs à l'échelle du pays en ce qui concerne les taux et les expériences de VFG. En

abordant cette question de façon fragmentaire, nous passons à côté d'occasions de collaboration et de partage des connaissances. Cela contribue également aux défis permanents auxquel font face les survivantes: une grande hétérogénéité des politiques, des services, des programmes et des mesures de soutien lorsqu'elles se déplacent à travers le pays.

4.1 Nous demandons la mise en place de sources de financement spécifiques à l'échelle nationale, distinctes des ententes bilatérales, afin de faciliter la mise en œuvre à grande échelle, partout au pays, d'initiatives provinciales et territoriales prometteuses.

4.2 Nous demandons la mise en place d'un mécanisme national de coordination visant à réduire les disparités auxquelles sont actuellement confrontées les survivantes en matière de services et de soutien lorsqu'elles passent d'une juridiction à l'autre, ainsi que l'établissement de normes nationales en matière de soutien.

Liste des recommandations

1. **Nous demandons au gouvernement du Canada de faire preuve d'une redevabilité et d'une transparence totales au cours des cinq prochaines années du PAN.**
   1.1 Nous demandons que les rapports annuels soient produits de façon régulière, en temps opportun et selon un calendrier prévisible, et que les échéances de présentation soient respectées.
   1.2 Nous demandons la création d'un poste de commissaire à la VFG ayant des pouvoirs similaires à ceux d'un ombudsman.
   1.3 Nous avons besoin de cadres de redevabilité améliorés afin de comprendre comment sont agrégées les données provenant des provinces concernant les fonds investis.

2. **Nous réclamons un financement pluriannuel plus prévisible, incluant les frais administratifs, qui permette de combler d'importantes lacunes en matière de services, notamment en garantissant que les organisations pour les victimes d'agression sexuelle ne soient plus exclues.**
   2.1 Nous préconisons la mise en place de modèles de financement pluriannuels et globaux pour les prestataires de services liés à la VFG, incluant la prise en charge des frais administratifs.
   2.2 Nous demandons qu'une source de financement soit expressément désignée pour les centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle.

3. **Nous demandons un engagement sincère et une consultation auprès des survivantes et des organismes de lutte contre la VFG.**
   3.1 Nous demandons la publication d'un calendrier annuel de consultation, élaboré conjointement avec les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la VFG, qui précise ce qui sera demandé au secteur et à quel moment, en s'alignant clairement sur les piliers du Plan d'action national.
   3.2 Nous préconisons la mise en place d'une boucle de rétroaction formelle reliant la consultation à l'action. Un tel mécanisme permettrait de montrer clairement comment le gouvernement tient compte des recommandations du secteur.

4. **Nous demandons que l'on accorde davantage d'importance aux occasions nationales d'aborder la VFG.**
   4.1 Nous demandons la mise en place de sources de financement spécifiques à l'échelle nationale, distinctes des ententes bilatérales, afin de faciliter la mise en œuvre à grande échelle, partout au pays, d'initiatives provinciales et territoriales prometteuses.
   4.2 Nous demandons la mise en place d'un mécanisme national de coordination visant à réduire les disparités auxquelles sont actuellement confrontées les survivantes en matière de services et de soutien lorsqu'elles passent d'une juridiction à l'autre, ainsi que l'établissement de normes nationales en matière de soutien.

Liste des signataires

Pancanadienne
Action Canada pour la Santé et les Droits Sexuels
Association canadienne contre la violence sexuelle
L'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry
Association nationale Femmes et Droit
Campagne Moose Hide
Canadian Centre for Housing Rights
Centre canadien de politiques alternatives
Centre for Research & Education on Violence Against Women & Chidren
Coalition pour le droit à l'avortement au Canada
Congrès du travail du Canada
Le conseil canadien des femmes musulmanes
Disability Without Poverty
Fondation canadienne des femmes
Le handicap sans pauvreté
Hébergement femmes Canada
Lésion cérébrale Canada
Nisa Foundation
Oxfam Canada
Queer Momentum
Sakeenah Canada
She Matters
The Canadian Association of Elizabeth Fry Societies
Unifor
Women's Centre for Social Justice (WomenatthecentrE)
Women's National Housing & Homelessness Network
Women's Shelters Canada
YWCA Canada

Alberta
Alberta Council of Women's Shelters
The Brenda Strafford Foundation
Brighter North
Brooks and District Women's Safe Shelter Society (Cantara House)
Camrose Women's Shelter
Catholic Social Services
Central Alberta Outreach Society
Discovery House
Fairview & District Women's Centre Association OAS Crossroads Resource Centre & Women's Shelter
Grande Prairie Women's Residence Association o/a Odyssey House
Heart Home Network

Jessica Martel Memorial Foundation
Maskan Family Association
Medicine Hat Women's Shelter Society
Mountain Rose Women's Shelter Association
Northern Haven Support Society
True North Society
Wellspring Family Resource & Crisis Centre
YWCA Calgary
YWCA Lethbridge & District

Colombie-Britannique
AccessBC
ACT 2 Child and Family Services
Ann Davis Transition Society
Archway Society for Domestic Peace
Association de soutien aux femmes victimes de violence (BWSS)
BC Association of Social Workers
BC Native Women's Association
BC Society of Transition Houses (BCSTH)
BWSS Battered Women's Support Services Association
Carnegie Housing Project
Central Okanagan Emergency Shelter Society
Comox Valley Transition Society
Cowichan Women Against Violence
Desert Sun Counselling and Resource Centre
Elkford Women's Task Force Society
Fireweed Collective Society
Fort St. John Women's Resource Society
Golden Women's Resource Centre
Haven Society
Inform'Elles
Ishtar Women's Resource Society
Islanders Working Against Violence Society
Kamloops and District Elizabeth Fry Society
Kootenai Community Centre Society
Mavis McMullen Housing Society
Northern Society for Domestic Peace
Omineca Safe Home Society
PearlSpace Support Services Society
Princeton Family Services Society
Progressive Intercultural Community Services
qathet SAFE
Sage Haven Society
Salvation Army Kate Booth House

Shuswap Area Family Emergency (SAFE) Society
Supporting Survivors of Abuse and Brain Injury through Research (SOAR)
Tamitik Status of Women
The Campbell River and North Island Transition Society
Vancouver and Lower Mainland Multicultural Family Support Services Society
Vancouver Rape Relief and Women's Shelter
Victoria Women's Transition House Society
Westcoast Community Resources Society
Xolhemet Society -Wilmas Transition House
YWCA BC

Île-du-Prince-Édouard
PEI Family Violence Prevention Services Inc.

Manitoba
ChezRachel/L'Entre-temps des Franco-manitobaines inc.
Eastman Crisis Centre Inc. - Agape House
First Nation Healing Centre inc.
FNHC Second Stage Urban Housing
Ikwe Widdjiitiwin Inc
NCN Noosi Muskwa Women's Shelter
Swan Valley Crisis Centre Inc.
Thompson Crisis Centre INC.
Willow Place Inc.

Nouveau-Brunswick
Crossroads for Women
Fundy Region Transition House Inc.
Hestia House Inc.
L'Accueil Sainte-Famille inc.
Liberty Lane Inc.
Maison de Passage House Inc.
Maison Notre-Dame House Inc.

Nouvelle-Écosse
Chrysalis House Association
South Shore Transition House Association
Tearmann Society for Abused Women
Transition House Association of Nova Scotia (THANS)

Nunavut
Kitikmeot Friendship Society
The Kataujaq Society

Ontario
Action ontarienne contre la violence faite aux femmes
Anduhyuan Inc
Anova: A Future Without Violence
Armagh
Aura Freedom
Bethesda House
Bien ici - Centre de santé mentale et services communautaires
Birchway Niagara
Black Women In Motion
Carrefour des femmes du Sud-Ouest de l'ontario
Centre de sante communautaire Hamilton-Niagara Inc.
Centre Novas-CALACS francophone de Prescott-Russell
Centre Victoria pour femmes
Centr'Elles
Chapleau Hornepayne Algoma District Women in Crisis Inc
Chatham Kent Women's Centre
Colibri - Centre des femmes francophones du comté de Simcoe
Cornerstone Family Violence Prevention Centre
Domestic Abuse Services Oxford / Ingamo Homes
Ellevive
Family Transition Place
Green Haven Shelter for Women
Huronia Transition Homes
Imani's Place
Interlude
Luke's Place
Maison d'amitié
Maison d'hébergement pour femmes francophones – La maison
Marjorie House
Maison interval d'Ottawa
Mission Services of Hamilton Inc.
My Friends House
Naomis Family Resource Centre
Oasis Centre des femmes
OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
Ontario Association of Interval & Transition Houses
Perth County Transition Home for Women
REFLEXION Wellness Services
Reseau-Femmes du sud-ouest de l'Ontario
Service familial et counseling Ottawa
South Asian Legal Clinic of Ontario
The Denise House
The Emily Murphy Centre

Three Oaks Foundation
Timmins and Area Women in Crisis
WomanACT
Women & Children's Shelter Barrie
Women & Youth Crisis Centre Grey Bruce
WomenatthecentrE
Women's Centre for Social Justice
Women's Crisis Services of Waterloo Region
Women's Habitat of Etobicoke
Women's Hostels Inc.
Women's Rural Resource Centre-Strathroy & Area
Woodgreen Red Door Family Shelter
YWCA Durham
YWCA Hamilton
YWCA Peterborough Haliburton

Québec
Atikamekw Sipi - Conseil de la Nation Atikamekw
Auberge Shalom
Autour d'elles, maison d'aide et d'hébergement
L'Autre Chez-Soi
Carrefour pour Elle
Centre Féminin du Saguenay
Hébergement La Passerelle
HORIZON POUR ELLE
Inter-Val 1175
La Débrouille
La maison communautaire missinak
La Maison grise de Montréal
La Rose des Vents de Drummond inc.
La Séjournelle
L'Arrêt-Source Inc.
Le Centre Mechtilde
Les Maisons de l'Ancre
L'Escale de l'Estrie
l'Escale pour Elle
Maison d'aide et d'hébergement La Re-Source de Châteauguay
Maison d'aide et d'hébergement le Mitan inc.
Maison d'aide et d'hébergement L'Émergence
Maison Dalauze
Maison de Lina
Maison d'Hébergement d'Anjou
Maison d'hébergement l'Aquarelle
Maison d'hébergement le Rivage de La Baie et du Bas-Saguenay

Maison d'Hébergement Pour Elles Des Deux Vallées
Maison d'INGRID
Maison du coeur pour femmes
Maison Hélène Lacroix
Maison Marie-Rollet
Mirépi, maison d'hébergement
PasserElle
Regard en Elle
Regroup'elles
YWCA Québec

Saskatchewan
Intentional Success Corp
Maison de Transition Regina
Moose Jaw Women's Transition Association, Inc.
North East Outreach and Support Services, Inc.
Provincial Association of Transition Houses and Services of Saskatchewan (PATHS)
Regina Sexual Assault Centre
Regina Transition House
SOFIA House
TFHQ Safe Shelters Incorporated – WISH Safe House
Yorkton Tribal Council Safe Haven
YWCA Regina Inc

Terre-Neuve-et-Labrador
Havre de L'Espoir
Mushuau Innu Health Commission
Rigolet Partnership Against Family Violence
The Transition House Association of Newfoundland and Labrador

Territoires du Nord-Ouest
Family Support Centre

Yukon
Help and Hope for Families Society
Yukon Women's Transition Home Society